

REPUBLIQUE D'HAITI

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)



SYNTHÈSE DE LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES

Résumé des grandes masses du TOFE

Période : Octobre 2020 – Septembre 2021

Décembre 2021

DIRECTION DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET PRÉVISIONS (DEEP)

- **L'exercice fiscal 2020-2021 a été marqué par un ensemble d'événements néfastes ayant entravé le bon déroulement des activités économiques en dépit des mesures prises et des réformes engagées par les autorités budgétaires pour assainir les finances publiques.** En effet, dans un souci d'amélioration de l'environnement économique et financier, les autorités financières ont pris, dès le début de l'exercice, des décisions devant soutenir les efforts d'une meilleure gestion des finances publiques telles que *la signature du Pacte de Gouvernance Economique et Financière conclu entre le MEF et la BRH ; l'adoption du Plan de Relance Economique Post-Covid (PREPOC); l'engagement ferme du MEF sur des chantiers de réforme des finances publiques notamment la pluri-annualité du budget, la révision de la nomenclature de l'Etat ; et la poursuite de la lutte contre la pandémie Covid-19.* Cependant en raison du climat d'insécurité générale qui a prévalu tout au long de l'exercice et des problèmes récurrents relatifs à au financement et l'approvisionnement des produits pétroliers entres autres, la situation au niveau des finances publiques a été tributaire du ralentissement des activités économiques et ce, en dépit d'un bon démarrage au premier trimestre de l'exercice fiscal.
- **La situation socio-économique qui a prévalu tout au long de l'exercice fiscal a motivé les autorités à modifier le budget initial 2020-2021.** Dans le but de prendre en compte l'effet des principaux chocs qui ont affecté la poursuite des objectifs macroéconomiques dont un climat d'insécurité tendu avec de fortes violences, l'assassinat du Président de la République, le séisme dévastateur de la péninsule du Sud et le passage du cyclone Grace, le budget a dû être rectifié en fin d'exercice. Le budget rectificatif adopté a permis de réviser à la baisse les objectifs budgétaires quant à la réalité macroéconomique qui a demeuré. En effet, le taux de pression fiscale a été révisé à 5.6% contre 8.4% dans le budget initial, soit des recettes à collecter de l'ordre de 96.4 milliards de gourdes (pour des recettes initiales de 132.6 Mds) ; un relèvement du niveau de financement monétaire passant de 39.3 milliards de gourdes à 49.3 pour tenir compte de la rétrocession de 50% d'allocation des Droits de Tirages Spéciaux (DTS) du Fonds Monétaire International (FMI) à la Banque Centrale en fin d'exercice ; et des émissions nettes de Bons du Trésor de 12 milliards de gourdes contre 25 milliards dans le budget initial.
- **En dépit de la situation décrite précédemment, au 30 Septembre 2021, la mobilisation des recettes a été en phase avec les objectifs de perception formulés dans le budget**

rectificatif 2020-2021 (96.36 milliards de gourdes collectées pour 96.43 prévues). Ainsi malgré la situation précaire qui a marqué l'exercice 2020-2021, les recettes fiscales et douanières perçues par les organismes de perception ont augmenté de 11% par rapport à l'exercice fiscal précédent (87.006 Mds G), soit un taux de réalisation de 100% comparé à l'objectif rectifié. Toutefois, il est important de souligner que sans le budget rectificatif, l'objectif initial de perception au montant de 132.6 Mds G pour l'exercice n'aurait été atteint qu'à 72.6%, soit un manque à percevoir de 36.3 Mds G.

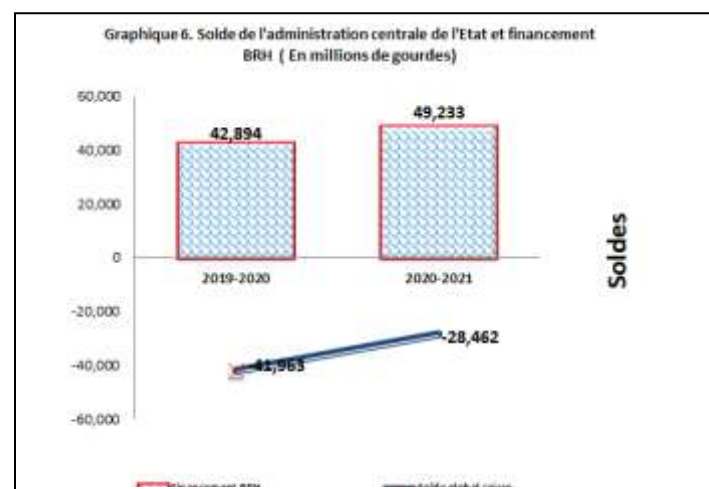
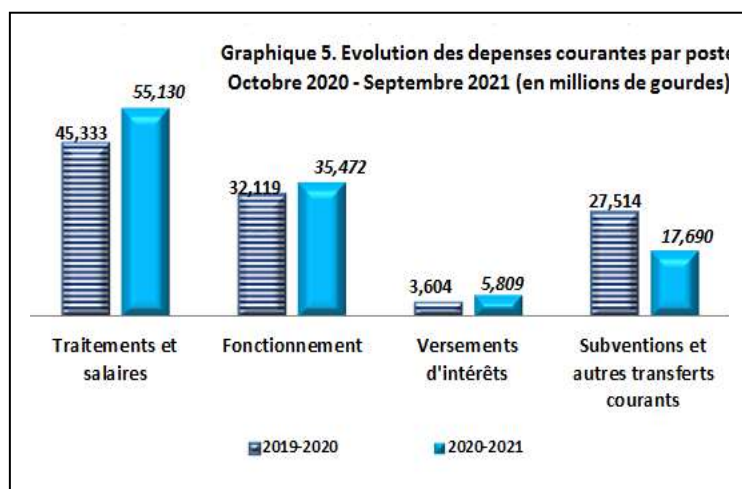
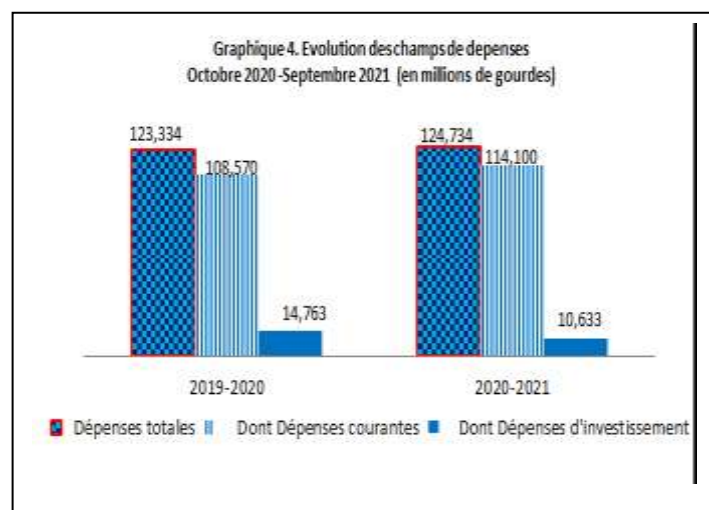
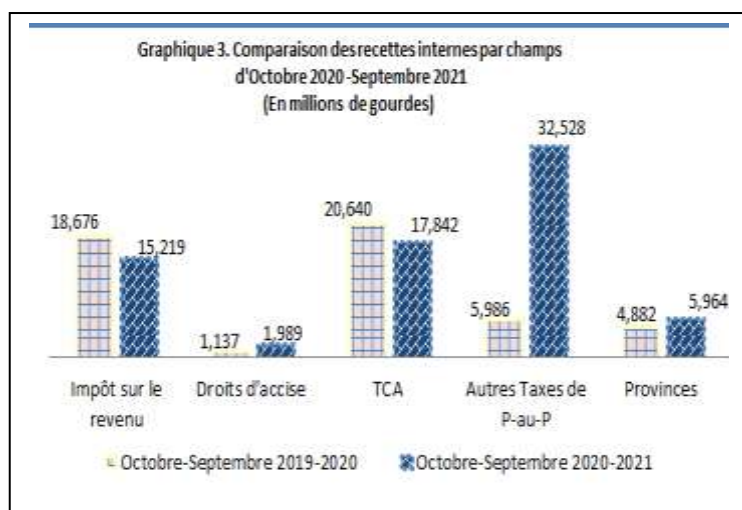
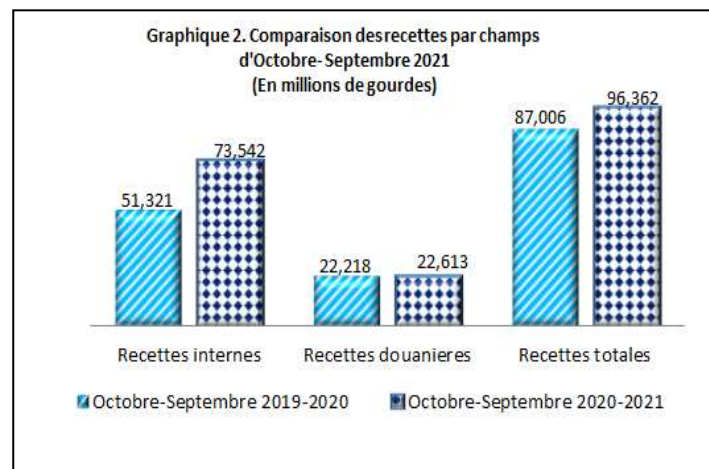
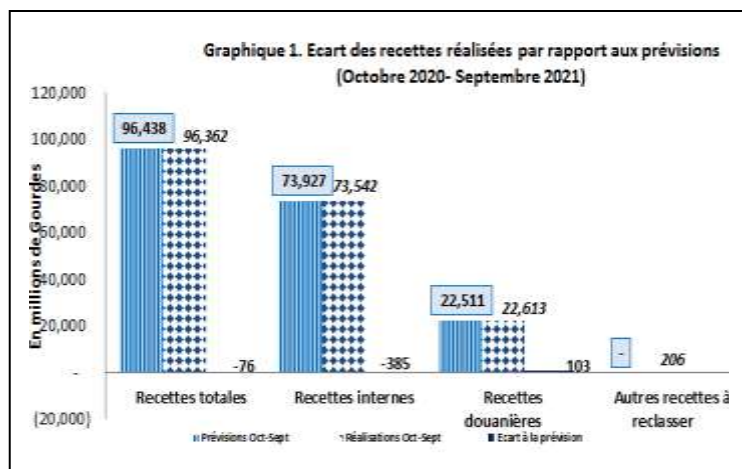
- Le faible taux de mobilisation des recettes fiscales a induit un taux de pression fiscale passant de 6% en 2019-2020 à 5.6% en 2020-2021, ce qui constitue une contrainte majeure pour la mise en œuvre de la **Politique Nationale de Protection et de Promotion Sociales (PNPPS)** qui a été adoptée en conseil des Ministres en juin 2020. En effet, la PNPPS est le principal engagement des autorités haïtiennes en matière de garantie d'accès aux services sociaux de base, de création des conditions de travail décent, ou de renforcement des capacités des personnes ou des ménages en situation de pauvreté ou de vulnérabilité socioéconomique.
- **Par ailleurs, les dépenses budgétaires de la période connaissent une légère augmentation.** En effet, malgré la gestion post-sismique dans le grand sud, des traitements additionnels pour les policiers, l'augmentation nette de plus de 4,000 fonctionnaires dans la fonction publique depuis le début de l'exercice fiscal 2020-2021 et la lutte contre le covid-19, les dépenses budgétaires de l'exercice ont connu une hausse de 1% pour s'établir à 124.7 Mds G contre 123.3 Mds de Gdes en 2019-2020. Cependant, les dépenses courantes qui ont crû de 5% en glissement annuel (114.1 Mds G) excèdent les recettes collectées de 13% et représentent 88% des dépenses totales, laissant très peu de marge pour les dépenses d'investissement, lesquelles devraient tirer la croissance. Pour y faire face, l'Etat a dû recourir à d'autres sources de financement pour honorer, d'une part, les interventions d'urgence liées au séisme du 14 août et, d'autre part, ses dépenses incompressibles notamment les traitements additionnels pour les policiers et le suivi du payroll d'environ onze mille (11 000) fonctionnaires régularisés en fin d'exercice 2019-2020.
- **Le financement budgétaire a été maîtrisé et le financement de la BRH, après avoir connu un niveau préoccupant, est revenu à un niveau qui soit compatible avec le pacte de**

gouvernance signé entre le MEF et la BRH. Au 30 septembre 2021, le solde budgétaire en base caisse est déficitaire de 28.5 Mds G et le financement de la BRH s'élève à 49.2 Mds G contre 49,3 milliards prévus à fin septembre 2021 dans le budget rectificatif. À noter qu'il y a eu une accélération du financement monétaire à la fin du troisième trimestre en raison des avances consenties par le MEF pour les achats de produits pétroliers en vue d'éviter une pénurie dans l'approvisionnement du marché local. Les compagnies pétrolières doivent rembourser ces avances au fur à mesure qu'elles se sont approvisionnées de dollars sur le marché. En dépit des efforts de l'État pour s'assurer de l'approvisionnement du marché en produits pétroliers, une pénurie de gazoline a été observée depuis le début du mois de juin 2021 dans les stations à essence, coïncidant à des situations de trouble des gangs armés dans certaines régions de la zone métropolitaine de Port-au-Prince limitant ainsi la distribution du produit¹.

- **Le service de la dette publique au cours de l'exercice a presque triplé et le poids du remboursement des bons du trésor prend de l'ampleur.** D'octobre 2020 à Septembre 2021, le service de la dette publique (incluant les bons du Trésor) a connu une hausse notable de 169%, passant de 59.6 Mds G au 30 septembre 2020 à 160.4 Mds G en 2020-2021, excédant les émissions brutes de bons du Trésor de 26.6 milliards de gourdes. Le remboursement des bons du trésor représente 80% du service de la dette, contre 71% sur la même période de l'exercice précédent. Par ailleurs, pour la période, le Trésor Public a émis des bons de trésorerie totalisant 133,8 Mds G en vue de rembourser des bons arrivés à maturité pour la somme gigantesque de 128,2 Mds G, ce qui conduit à une émission nette de 5,6 Mds G compatible à la cible de 12,0 milliards de gourdes prévue dans le budget rectificatif.

¹ Malgré la pénurie de gazoline qui a duré pendant plus d'un mois dans les pompes à essence, ce produit était disponible sur le marché informel et parfois à des prix dépassant le triple des prix à la pompe.

Résumé des grandes masses du TOFE - Période d'Octobre 2020 à Septembre 2021



Tab 1- Résumé des Opérations Financières de l'ETAT En millions de Gourdes (Sauf indication contraire) (Dépenses Covid-19 incluses et Dotations Budgétaires de l'EDH ; mais hors débits d'office, et dons projets)							
Postes	Budget Initial 2020-2021 (a)	Budget Rectificatif 2020-2021 (b)	Réalisations Oct-Sept 2019-2020 (c) 2020-2021 (d)	Variation en Glissement	Execution en proportion de la prévision rect. (d) / (b)	Ecart à la prévision	
Recettes totales	132,613	96,438	87,006	96,362	10.8%	100%	-76
Recettes Courantes	132,613	96,438	87,006	96,362	10.8%	100%	-76
Recettes internes	95,199	73,927	51,321	73,542	43%	99%	-385
Recettes douanières	32,916	22,511	22,218	22,613	2%	100%	103
Autres (dont recettes à reclasser)	4,499	-	13,467	206			
Dépenses totales	161,606	131,760	123,334	124,734	1%	95%	-7,026
Dépenses courantes	136,122	121,141	108,570	114,100	5%	94%	-7,041
dont: traitement et salaires	66,559	59,734	45,333	55,130	22%	92%	-4,605
Fonctionnemnet	36,688	37,263	32,119	35,472	10%	95%	-1,791
Subventions	26,773	20,242	27,514	17,690	-36%	87%	-2,553
versement d'interet	6,102	3,902	3,604	5,809	61%	149%	1,907
Investissements sur ressources internes	25,484	10,618	14,763	10,633	-28%	100%	15
Tresor public (PIP)	24,189	10,079	13,888	9,376	-32%	93%	-702
Immobilisations	1,295	540	876	1,257	44%	233%	717
<i>Solde Courant (Epargne budgétaire)</i>	<i>-3,509</i>	<i>-24,703</i>	<i>-21,564</i>	<i>-17,739</i>	<i>-18%</i>	<i>72%</i>	<i>6965</i>
<i>Solde Global (base engagement)</i>	<i>-28,993</i>	<i>-35,322</i>	<i>-36,328</i>	<i>-28,372</i>	<i>-22%</i>	<i>80%</i>	<i>6950</i>
Solde Global (base Caisse)	-31,184	-12,993	-41,963	-28,462	-32%	219%	-15468
Financement	31,184	12,993	41,963	28,462	-32%	219%	15,468
Financement BRH	39,307	16,378	42,894	49,233	15%	301%	32,855
Billet de tresorerie (net)	25,000	10,417	12,564	5,617		54%	-4,800
Amortissement interne	-34,440	-14,350	-5,424	-19,029	251%	133%	-4,679
Amortissement externe	-8,653	-3,605	-8,071	-7,359	-9%	204%	-3,753
Appui budgétaire (Dons)	9,970	4,154	0	0		0%	-4,154

***** N.B: Les Dépenses totales 2020-2021 incluant (Dons projets externes, Annulation de la dette du FMI, Autres financements internes, Dépenses exceptionnelles dont les activités électorales) en prévisions, sont de 211,6 milliards de Gourdes dans le Budget initial contrairement à 167,6 milliards de Gourdes dans le Budget Rectificatif.

Tableau 2- SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE (FLUX)
EN MILLIONS DE GOURDES

RUBRIQUES	2019-2020	2020-2021	Variation
Amort. Total	13,495.02	26,388.21	96%
interne	5,424.05	19,029.28	251%
externe	8,070.97	7,358.93	-9%
Service dette externe	9,747.84	8,883.22	-9%
amortissement	8,070.97	7,358.93	-9%
intérêts	1,676.87	1,524.29	-9%
Service dette interne	49,816.93	151,525.95	204%
amort. Oblig	5,424.05	19,029.28	251%
amort. Des Bons	42,466.00	128,212.00	202%
intérêts	1,926.87	4,284.67	122%
Service total de la dette publique	59,564.77	160,409.17	169%
Poids / recettes	68%	166%	
Poids / dépenses	48%	129%	

Résumé des grandes masses du TOFE - Période d'Octobre 2020 à Septembre 2021

	Oct. 20 prov.	Nov. 20 prov.	Dec. 20 prov.	trimestre 20-21	Janv. 21 prov.	Févr. 21 prov.	Mars 21 prov.	trimestre 20-21	Avr. 21 prov.	Mai 21 prov.	Juin 21 prov.	trimestre 20-21	Juil. 21 prov.	Août 21 prov.	Sept. 21 prov.	trimestre IV 20-21	Oct. 20-Sept. 21	Oct. 19-Sept. 20	Variation
I. Recettes totales (I.1 + I.2)	8.686	7.297	9.834	25.827	7.751	7.808	8.161	23.720	7.043	7.458	7.412	21.913	6.795	8.300	9.897	24.901	96.362	87.096	11%
I.1 Recettes courantes	8.686	7.297	9.834	25.827	7.751	7.808	8.161	23.720	7.043	7.458	7.412	21.913	6.795	8.300	9.897	24.901	96.362	87.096	11%
I.1.1 Recettes fiscales	8.686	7.297	9.834	25.827	7.751	7.808	8.161	23.720	7.043	7.458	7.412	21.913	6.795	8.300	9.897	24.901	96.362	87.096	11%
Recettes internes:	6.545	5.200	7.142	18.895	5.951	6.190	6.059	18.200	5.514	5.689	5.579	16.762	4.984	6.451	8.222	19.657	73.542	51.321	43%
Impôt sur le revenu (P-au-P)	1.386	791	1.241	3.418	1.116	1.223	705	3.046	1.011	987	1.069	3.067	958	818	3.912	5.607	15.219	18.676	-19%
Droits d'accise (P-au-P)	262	408	231	901	167	81	144	362	97	96	120	315	101	144	137	381	1.989	1.137	75%
TCA (P-au-P)	1.916	1.109	1.675	4.701	1.752	1.217	1.496	4.465	1.094	1.533	1.375	4.002	1.427	1.535	1.712	4.674	17.842	20.949	-14%
Autres Taxes (P-au-P)	2.422	2.495	3.369	8.316	2.320	3.320	3.079	8.719	2.631	2.569	2.470	7.870	2.101	3.441	2.083	7.624	32.528	5.986	443%
Recettes internes de province	560	405	596	1.561	594	356	635	1.566	480	503	545	1.520	397	514	378	1.290	5.964	4.882	22%
Recettes douanières	2.146	2.089	2.692	6.927	1.783	1.598	1.978	5.358	1.526	1.764	1.833	5.124	1.713	1.843	1.648	5.205	22.613	22.218	2%
Autres ressources fiscales	4	0	1	5	16	13	125	154	3	4	0	7	6	5	27	40	206	739	-72%
Autres taxes à réclasser	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12.728	
II. Total des dépenses (II.1.1 + II.1.2)	8.198	10.703	14.402	33.303	11.799	8.889	10.544	31.233	9.570	10.159	13.094	32.823	6.093	7.919	13.363	27.375	124.734	123.334	1%
II.1.1 Dépenses courantes	8.101	8.563	12.722	29.386	10.789	8.428	9.995	29.212	8.943	9.124	10.345	28.413	6.075	7.910	13.194	27.089	114.198	108.570	5%
Traitements et salaires	3.928	4.328	7.284	15.541	4.608	4.201	4.459	13.260	4.004	4.394	4.270	12.668	3.588	4.651	5.422	13.661	55.130	45.333	22%
Employés permanents	3.015	3.055	3.051	9.120	3.056	3.065	3.050	9.180	3.065	3.076	3.096	9.236	3.102	3.137	3.147	9.396	36.923	26.762	28%
Autres	913	1.274	4.233	6.420	1.552	1.136	1.392	4.080	939	1.318	1.174	3.432	486	1.514	2.275	4.275	18.207	16.571	10%
Autres achats de biens et services (Fonctionnement)	2.504	2.627	3.564	8.695	2.997	3.261	3.499	9.758	2.883	2.970	4.409	10.263	731	1.060	4.965	6.759	35.472	32.119	10%
dont comptes courants	1.039	1.091	1.339	3.469	1.231	1.827	705	3.763	1.637	1.447	1.742	4.827	322	273	1.675	2.279	14.329		
Versements d'intérêts	572	220	377	1.169	734	336	208	1.278	824	255	216	1.294	902	374	791	2.067	5.009	3.604	61%
2.1 internes	545	220	243	1.008	551	258	102	911	564	195	200	959	643	157	605	1.495	4.295	1.927	122%
Titres publics	526	220	243	988	551	237	102	896	541	195	200	937	619	157	127	904	3.749	1.886	97%
Autres créanciers	21	0	0	21	0	21	0	21	22	0	0	22	23	0	478	502	566	40	1298%
2.3 externes	26	0	134	160	183	78	106	367	260	59	16	335	260	217	105	962	1.524	1.677	-9%
Subventions et autres transferts courants	1.097	1.388	1.496	3.982	2.449	630	1.837	4.916	1.232	1.506	1.450	4.190	853	1.824	1.926	4.904	17.690	27.514	-36%
II.1.2 Investissements	97	2.139	1.680	3.916	1.010	462	549	2.821	626	1.035	2.749	4.419	18	9	259	288	10.633	14.763	-28%
Projets d'investissement	0	1.977	1.570	3.547	912	332	394	1.638	572	950	2.658	4.180	11	0	0	11	9.376	13.888	-32%
Machines et équipements	97	163	110	370	98	130	155	383	54	85	91	230	7	9	259	274	1.257	876	44%
Indemnités pour expropriations	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	
Solde courant	594	-1.286	-2.887	-3.569	-3.039	-619	-1.834	-5.492	-1.901	-1.667	-2.933	-6.500	629	390	-3.207	-2.438	-17.739	-21.565	-18%
Solde global (base engagement avant [a] ci-dessous)	497	-3.406	-4.568	-7.476	-4.049	-1.081	-2.383	-7.512	-2.527	-2.702	-5.682	-10.910	611	381	-3.466	-2.473	-28.372	-36.328	-22%
Solde global (base engagement après [a] ci-dessous)	497	-3.406	-4.568	-7.476	-4.049	-1.081	-2.383	-7.512	-2.527	-2.702	-5.682	-10.910	611	381	-3.466	-2.473	-28.372	-36.328	-22%
Ajustement:	-4.907	-1.862	-4.939	-11.598	982	-3.784	-532	-3.333	2.220	3.390	4.060	9.671	-875	2.662	3.294	5.091	-90	-5.636	-98%
Solde global (base caisse)	-4.410	-5.067	-9.507	-18.984	-3.066	-4.865	-2.915	-10.845	-307	688	-1.621	-1.240	-264	3.043	-172	2.607	-28.462	-41.963	-32%
III. Financement total (net) (III.1 + III.2)	4.410	5.067	9.507	18.984	3.066	4.865	2.915	10.845	307	-688	1.621	-1.240	264	-3.043	172	-2.607	-20.462	-41.963	-32%
III.1 Financement externe (net)	-80	0	-499	-579	-1.299	0	-563	-1.862	-1.165	-210	-66	-1.441	-1.361	-1.134	-982	-3.477	-7.359	-8.671	-9%
Dons (Appui Budgétaire)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	n.a	
Prêts (nets)	-80	0	-499	-579	-1.299	0	-563	-1.862	-1.165	-210	-66	-1.441	-1.361	-1.134	-982	-3.477	-7.359	-8.671	-9%
Tirages	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Amortissements	-60	0	-499	-579	-1.299	0	-563	-1.862	-1.165	-210	-66	-1.441	-1.361	-1.134	-982	-3.477	-7.359	-8.671	-9%
Arriérés (nets)	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	
III.2 Financement interne (net)	4.490	5.067	10.005	19.563	4.365	4.865	3.478	12.707	1.472	-478	1.687	2.681	1.624	-1.910	1.154	969	36.820	50.034	-28%
Secteur bancaire (net)	4.490	5.067	10.005	19.563	4.365	4.865	3.478	12.707	1.472	-478	1.687	2.681	1.624	-1.910	1.154	969	36.820	50.034	-28%
BRH (net)	395	4.138	18.144	22.675	3.862	5.249	1.544	10.654	4.725	1.810	1.481	7.827	3.979	826	3.529	8.134	49.733	42.894	15%
Banques commerciales (net)	6.904	1.189	-3.571	4.522	1.262	1.372	2.579	5.213	-2.073	-1.482	595	-2.992	-1.698	-1.775	2.285	-1.136	5.817	12.664	
Emissions de titres publics	19.499	7.955	6.761	34.215	20.011	8.827	3.940	32.778	20.886	7.545	5.105	33.536	22.338	6.878	4.900	32.300	122.829	56.838	143%
Amortissements	-12.565	-6.786	-10.332	-29.683	-18.749	-7.455	-1.361	-27.565	-22.961	-8.027	-4.540	-36.632	-23.986	-7.845	-2.805	-34.636	-128.212	-42.466	202%
Amortissement Obligations à long terme	-2.839	-240	-4.568	-7.640	-699	-1.756	-445	-3.100	-1.178	-607	-389	-2.153	-898	-798	-4.670	-6.129	-19.629	-5.424	251%
Arriérés (nets)	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	n.a	
Prêt extérieur:																			
Solde primaire	523	-3.498	-4.433	-7.516	-3.866	-1.083	-2.277	-7.445	-2.287	-2.643	-5.666	-10.575	871	598	-3.280	-1.911	-28.648	-34.651	-23%
Dépenses totales (Décaissements de l'Administration Centrale)	11.117	10.943	19.488	41.525	13.797	10.645	11.752	36.195	11.913	10.978	13.529	36.418	8.152	9.812	19.015	36.989	151.122	136.829	10%
Solde global avant prêts et dons (Cash)	497	-3.406	-4.568	-7.476	-4.049	-1.081	-2.383	-7.512	-2.527	-2.702	-5.682	-10.910	611	381	-3.466	-2.473	-28.372	-36.328	-22%
Prêts bruts et dons étrangers (Décaissements)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Solde global après prêts et dons étrangers (Cash)	497	-3.406	-4.568	-7.476	-4.049	-1.081	-2.383	-7.512	-2.527	-2.702	-5.682	-10.910	611	381	-3.466	-2.473	-28.372	-36.328	-22%
Note: Les Recettes sont en base caisse et la majorité des Dépenses sont en base engagement à l'exception des traitements et salaires ainsi que les titres publics. Les données sont sujettes à des régularisations (révisions) tout au long de l'année.																			
La mention "pour mémoire" caractérise toutes les informations qui ne participent pas aux calculs.																			
N.a = Données n'ont encore été disponibles sous format exploitable.																			
Les subventions et transferts inclus la dotation au secteur de l'économie (DSE). Les dépenses COVID-19 sont incluses dans les investissements publics (IPR).																			